



# Changement climatique et conflits



© UNphoto / Tim McKulka

© UNPhoto/Tim McKulka

Pablo Rocheteau

Werra

Novembre 2021



Diplômé d'un Master 2 en Management du Risque – Risques, Sécurité & Conflits – à l'université Paris Nanterre, **Pablo Rocheteau** est actuellement chargé de mission maîtrise des risques financiers au ministère de l'Intérieur. Sensible au changement climatique, il est engagé depuis 3 ans chez WWF France. Son cursus lui permet d'axer ses travaux autour de la notion de risque. Il prépare actuellement un voyage de 6 mois au Viet Nam à partir de janvier 2022 pour travailler dans le service RSE d'un des leaders du textile Vietnamien. Il compte se spécialiser en finance durable en 2022.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Novembre 2021



## INTRODUCTION

---

*« S'attaquer aux risques du changement climatique pour la sécurité signifie éviter les impossibles à gérer et gérer les inévitables » Caitlin Werrell*

La question du changement climatique se caractérise par un impact sur l'ensemble des enjeux de notre civilisation. Le déséquilibre du climat bouleverse de nombreux écosystèmes avec des extinctions d'espèces animales et végétales. Il crée ou accentue des crises liées aux ressources alimentaires et aura très probablement un impact direct sur le fonctionnement des écosystèmes favorisant la transmission de maladies animales et de virus potentiellement dangereux pour l'Homme. Enfin, l'augmentation du niveau de la mer provoquera l'inondation de certaines zones côtières provoquant des déplacements de population massifs. En 2014, le rapport, commandé par les membres du G7 à l'occasion de la COP21, « Un nouveau climat pour la paix : agir pour le climat et les risques de fragilité », identifie ainsi sept menaces : la compétition pour l'accès aux ressources locales, les migrations climatiques, les catastrophes et événements météorologiques extrêmes, la volatilité des prix de l'alimentation et les difficultés d'approvisionnement, la gestion des eaux transfrontalières, l'élévation du niveau des mers et la dégradation littorale et enfin les effets non intentionnels des politiques climatiques. Ces sept risques liés à la fragilité du climat ne sont pas isolés les uns des autres. Ils interagissent de manière complexe, ce qui rend difficile l'élaboration de réponses efficaces à tous les niveaux. Le changement climatique outre sa définition scientifique, se caractérise par un impact sur l'ensemble des régions du monde, et sur la sécurité des êtres humains. A partir de cette réflexion, l'objet de cet article sera de penser le changement climatique à partir de la thématique sécuritaire.



# La dimension sécuritaire et conflictuelle du changement climatique

---

Penser le lien entre sécurité et climat n'est pas nouveau. La prise de conscience écologique dans les années 1990 a propulsé l'enjeu de la sécurisation du climat. Depuis la publication, en 2007, d'une série de rapports de groupes de réflexion sur le changement climatique et la sécurité nationale, l'appareil sécuritaire des États-Unis a commencé à intégrer le changement climatique dans sa planification stratégique, en se préparant à faire face à des menaces directes pour le territoire national et à des menaces indirectes pour les intérêts du pays à l'étranger<sup>1</sup>. Selon Alexander Verbeek, pour combattre un ennemi classique, un pays mobilise ses forces armées, et toutes ses autres institutions se préparent aux conséquences des actes de cet ennemi. Mais pour combattre le changement climatique, les rôles sont inversés : c'est aux diplomates, aux entreprises, aux environnementalistes et à la société civile d'intervenir, les forces armées devant, quant à elles, se préparer aux conséquences du changement climatique sur la sécurité.

Le changement climatique intègre indirectement une dimension conflictuelle. Tout d'abord, les impacts du changement climatique se font ressentir dans les pays les plus pauvres du monde qui sont les plus vulnérables. Dans les États fragiles et en guerre, l'accès à l'eau est déjà précaire. En ajoutant à cela les effets du changement climatique, à savoir inondations ou sécheresse, les populations pauvres sont plus touchées, souvent incapables de résister à ces événements. Les impacts du changement climatique exercent des pressions supplémentaires sur les systèmes sociaux et économiques et peuvent entraîner des conflits, en engendrant par exemple de l'insécurité alimentaire. En associant cela à une démographie croissante, donc à une demande croissante de ressources élémentaires, des émeutes ou guerres civiles sont envisageables. Les bassins hydrographiques transfrontaliers peuvent connaître des concurrences entre les États. Les catastrophes exercent des pressions supplémentaires pour des États déjà sous pression.

Les États démocratiques et développés sont, a priori, mieux disposés à s'adapter à la raréfaction des ressources et à diminuer les impacts négatifs pouvant conduire à l'insécurité humaine. À titre d'exemple, les filets sociaux – dont les indemnités de chômage, la

---

<sup>1</sup> William Busby, « Climate change and US national security. Sustaining security amidst unsustainability », dans Jeremi Suri, Benjamin Valentino, Sustainable Security. Rethinking American National Security Strategy, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 1-45.



sécurité sociale, etc. – sont l'un des moyens de résilience sociale face aux dégradations environnementales<sup>2</sup>. A contrario, les pays peu ou non démocratiques, ethniquement fractionnés et dans lesquels l'économie n'est pas une économie de marché diversifiée, mais une économie de rente ou agraire, font face au plus grand risque d'instabilité du fait d'événements climatiques brusques<sup>3</sup>. Ils touchent principalement les sources de revenus des populations affectées. De telles pertes peuvent causer des exodes ruraux.

---

<sup>2</sup> Bou Nader, Philippe. « Le changement climatique comme multiplicateur de conflits armés », *Les Champs de Mars*, vol. 30+s, no. 1, 2018, pp. 449-456.

<sup>3</sup> Cullen Hendrix, Sarah Glaser, « Trends and triggers. Climate, climate change and civil conflict in SubSaharan Africa », *Political Geography*, 26, 2007, p. 1-27



## Quels impacts du changement climatique sur les conflits aujourd'hui ?

---

Les effets du changement climatique sur la scène mondiale modifient la donne géopolitique. Des analyses scientifiques empiriques ont décelé des liens – presque mathématiques – entre certains changements climatiques brusques et l'augmentation de l'insécurité humaine dans certaines localités, régions ou pays<sup>4</sup>. Les changements climatiques ont augmenté la concurrence pour les terres et l'eau dans des régions déjà frappées par la sécheresse. Dans les pays comme la Somalie, affaiblie par des décennies de conflits et de fragilité, les sécheresses et les inondations ont à maintes reprises obligé les personnes à se déplacer. Dans le bassin du lac Tchad, des précipitations imprévisibles compromettent les moyens de subsistance traditionnels, aggravent l'exclusion socio-économique et rendent plus attrayante l'adhésion à des groupes armés<sup>5</sup>. Parallèlement le lac a perdu 90% de sa superficie et pourrait être complètement asséché d'ici vingt ans. Aujourd'hui, ce lac qui est une réserve d'eau douce fait vivre plus de 30 millions d'africains. Plus généralement au Sahel, l'imprévisibilité du climat et la dégradation de l'environnement mettent chaque année en péril la survie des communautés isolées et appauvries. Leurs mécanismes d'adaptation sont radicalement altérés par la violence et l'instabilité. On constate trois types d'effets liés au changement climatique. Les effets directs (exodes ruraux, maladies etc.), les effets différés (émigrations massives dues à une incapacité de l'État, perte de légitimité de l'État, conflits armés, etc.) et les effets dits de vide (fuite des cerveaux, contrôle des régions par des groupes, etc.).

Néanmoins le degré d'implication et l'impact physique réel des perturbations environnementales dans les conflits contemporains, souvent qualifiées de « changement climatique », demeurant difficilement quantifiables. A partir de deux exemples, nous allons tenter de quantifier la manière dont le changement climatique peut influencer sur la stabilité des régions.

---

<sup>4</sup> Ragnhild Nordas, « Climate change and conflict », *Political Geography*, 26, 2007, p. 627-638 ; Clionadh Raleigh, Henrik Urdal, « Climate change, environmental degradation and armed conflict », *Political Geography*, 26, 2007, p. 674-694 ; Jurgen Scheffran, Michael Brzoska, Peter Michael Link, Janpeter Schilling, « Climate change and violent conflict », *Science*, 336, 2012, p. 869-871

<sup>5</sup> Géraud Magrin et Christine Raimond, « La région du lac Tchad face à la crise Boko Haram : interdépendances et vulnérabilités d'une charnière sahélienne », *Bulletin de l'association de géographes français [En ligne]*, 95-2 | 2018, mis en ligne le 27 juillet 2019, consulté le 31 octobre 2021.



- *Le cas syrien*

En 2011 la société syrienne était un pays déjà sous tension. Entre 2006 et 2011 le pays a subi la plus grosse sécheresse de son histoire, détruisant l'agriculture syrienne et engendrant des déplacements de population massifs et avec comme réponse politique une réponse répressive. Au total, plus de 2 millions de Syriens de l'Est et du Nord se sont retirés vers la « Syrie utile », plus à l'Ouest, entre 2009 et début 2011. En 2011, 13 % de la population syrienne vivait sous le seuil de pauvreté, contre à peu près 7 % avant la sécheresse. Pauvres et non éduqués, voire analphabètes, ces populations ont largement pris refuge dans les mosquées et autres associations caritatives islamiques. Le terreau était donc prêt à être cultivé par les mouvances salafistes et fondamentalistes<sup>6</sup>. Le changement climatique a-t-il été à la source de l'émergence du conflit syrien ? Les pays du Moyen-Orient ont des capacités de résistance importante face à de telles événements climatiques. Pourtant la sécheresse des années 2000 a largement contribué au déclenchement du conflit en Syrie. Des chercheurs ont notamment remarqué que les premiers lieux de soulèvements dans le pays se trouvaient dans les régions agricoles les plus économiquement touchées par la sécheresse alors que la façon dont le gouvernement a géré ses conséquences a suscité un vif mécontentement<sup>7</sup>. La ville de Deraa, d'où est parti le soulèvement syrien en mars 2011, abriterait ainsi près de 200 000 migrants en provenance des campagnes. Cela vient s'ajouter à cinq années de sécheresse et de pénurie d'eau qui ont marqué la ville, sans obtenir une aide suffisante de la part du régime syrien. En analysant de plus près, le secteur agricole syrien paie certainement aussi des années de mauvais choix opérés par les gouvernements syriens, notamment une mauvaise utilisation des ressources en eau. En effet, cela s'est par exemple traduit par le choix de la Syrie de privilégier une agriculture de coton qui consomme énormément d'eau et qui a été considérée comme une production stratégique pour la Syrie sans tenir compte de la rareté des ressources en eau dans le pays. Entre la fin des années 1990 et 2006, la consommation de l'agriculture syrienne a doublé. En 2006 le pays s'est retrouvé sans eau. Ainsi, c'est avant tout par ces mauvais choix que le pays s'est rendu particulièrement vulnérable aux effets de la sécheresse et du changement climatique.

---

<sup>6</sup> Bou Nader, Philippe. « Le changement climatique comme multiplicateur de conflits armés », Les Champs de Mars, vol. 30+s, no. 1, 2018, pp. 449-456.

<sup>7</sup> Etude du PAM sur la sécurité alimentaire mondiale parue en février 2014 : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20E00ADAF9F3C153852576D20068E86B-Full\\_Report.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20E00ADAF9F3C153852576D20068E86B-Full_Report.pdf)



- *La crise de l'eau à La Paz*

Le sociologue Claude Le Gouill, spécialisé dans les conflits au sein du monde rural bolivien, a réalisé une enquête sur une crise environnementale puis politique<sup>8</sup>. Alors que le gouvernement d'Evo Morales avait fait de la gestion des ressources naturelles le centre de sa politique gouvernementale, la question hydrique est révélatrice des tensions politiques que traverse la Bolivie, que ce soit entre partis politiques ou entre centralisme et autonomie locale. La Bolivie s'est en effet affirmée sur la scène internationale en faisant reconnaître l'eau comme un « bien commun mondial ». Lorsqu'en novembre 2016, la distribution d'eau est coupée dans la plupart des quartiers de la zone Sud de La Paz, c'est la politique hydrique gouvernementale qui est directement contestée. Pendant plus d'un mois, des mobilisations se succèdent dans les quartiers pour réclamer le rétablissement du service au lieu des mesures d'urgence mises en place. De nombreuses études ont montré la vulnérabilité du pays face au changement climatique<sup>9</sup> (fonte des glaciers, multiplication du phénomène El Niño, etc.), alors que dans le même temps la croissance démographique et les évolutions socioéconomiques de la Bolivie appellent un besoin toujours plus abondant de cette ressource. Ces études ont également révélé que le gouvernement n'avait pas suffisamment anticipé ces facteurs naturels ainsi que la forte croissance de la population de La Paz, en particulier dans la zone Sud. Des tensions avec l'opposition politique ont engendré une compétition pour le contrôle de la distribution de l'eau.

Ces deux exemples nous permettent de confirmer que le changement climatique est de nos jours un facteur de conflit parmi d'autres. Ces illustrations confirment également que les choix politiques permettent d'éviter ces situations que ce soit par stratégie économique ou des actions sociales. Néanmoins il peut déjà avoir des impacts extrêmes sur des sociétés entières, avoir des conséquences sur le déplacement des populations ainsi que des conséquences vitales.

---

<sup>8</sup> Le Gouill, Claude. « La crise de l'eau à La Paz : de la crise environnementale à la crise technique et politique », Claude Le Gouill éd., La crise de l'eau à la PAZ : de la crise environnementale à la crise technique et politique. Agence française de développement, 2017, pp. 1-38.

<sup>9</sup> Le bassin versant de Hampaturi n'est en effet plus alimenté par aucun glacier depuis la hausse des températures analysée depuis plusieurs décennies dans les Andes (Soruco Sologuren, 2012), les barrages étant simplement alimentés par les eaux de pluie (d'octobre à mars).



## Quels risques demain ? Les régions les plus touchées ?

---

Le changement climatique est et sera étroitement lié à l'accroissement démographique mondial et à la raréfaction des ressources. La combinaison de ces différents enjeux augmente drastiquement l'insécurité humaine, motrice de la conflictualité armée. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la température moyenne de l'Afrique de l'Ouest augmentera de 3,3 °C d'ici l'an 2100. Marshall Burke, économiste de Berkeley, a établi un lien entre changement climatique et guerres en Afrique subsaharienne. En comparant les courbes de températures et l'historique des conflits, le chercheur a prédit que les guerres causées par le réchauffement climatique feraient plus de 459 000 morts d'ici à 2030<sup>10</sup>.

L'augmentation de la puissance et de la fréquence des événements climatiques brusques favorise l'insécurité humaine. Les principales études scientifiques en la matière prévoient que l'accélération du changement climatique devrait principalement agir sur l'accès à l'eau fraîche et la capacité productive des terres arables. L'humidité et la chaleur pourraient également rendre une bonne part des zones tropicales inhabitables pendant au moins une partie de l'année. Nombre des glaciers de l'Himalaya, qui sont une source certaine d'approvisionnement en eau pour plus d'un milliard de personnes, sont susceptibles de disparaître.

Les guerres qui font le plus de morts et le plus de dégâts, sont des guerres à l'intérieur des frontières d'un pays. Elles sont menées avec des équipements militaires peu sophistiqués et peu importants. Ce ne sont pas les plus grandes puissances militaires qui font le plus de dégâts. Ainsi les États fragiles sont et seront logiquement les premiers touchés. Le changement climatique est caractérisé par sa terminologie de « changement ». Ainsi nous ne passons pas d'un état x à un état y, mais bien à un état de changement permanent. Il n'y pas de zones qui seront épargnées géopolitiquement par le changement climatique. Les migrations liées à l'environnement devraient s'intensifier, puisque les populations s'éloignent des zones de sécheresses. Cependant les populations les plus pauvres en capacité de migrations moindres, c'est-à-dire les plus pauvres, ne pourront s'adapter de cette façon.

---

<sup>10</sup> « [Le climat, nouvelle donne pour penser les guerres de demain](#) » Le Monde, Clémentine Thiberge



Le changement climatique mettra à rude épreuve nos systèmes économiques, sociaux et politiques. Tant que les institutions et les gouvernements seront incapables de gérer le stress ou d'absorber les chocs d'un climat en mutation, les risques pour la stabilité des États et des sociétés augmenteront. Les risques les plus élevés apparaissent lorsque les impacts du changement climatique accablent les États faibles. Le changement climatique est le "multiplicateur de menaces" par excellence : il aggravera des situations déjà fragiles et pourra contribuer à des bouleversements sociaux, voire à des conflits violents. Une nouvelle répartition des ressources et le contrôle qui en découle émergera... des conflits aussi.

**Pour aller plus loin :**

Ragnhild Nordas, « Climate change and conflict », *Political Geography*, 26, 2007, p. 627-638 ; Clionadh Raleigh, Henrik Urdal, « Climate change, environmental degradation and armed conflict », *Political Geography*, 26, 2007, p. 674-694 ; Jurgen Scheffran, Michael Brzoska, Peter Michael Link, Janpeter Schilling, « Climate change and violent conflict », *Science*, 336, 2012, p. 869-871.

Bou Nader, Philippe. « Le changement climatique comme multiplicateur de conflits armés », *Les Champs de Mars*, vol. 30+s, no. 1, 2018, pp. 449-456.

Le Guill, Claude. « La crise de l'eau à La Paz : de la crise environnementale à la crise technique et politique », Claude Le Guill éd., *La crise de l'eau à la PAZ : de la crise environnementale à la crise technique et politique*. Agence française de développement, 2017, pp. 1-38.

« [A New Climate for Peace: Taking Action on Climate and Fragility Risks](#) », Rapport indépendant de la commission des membres du G7

« [Le climat, nouvelle donne pour penser les guerres de demain](#) », *Le Monde*, Clémentine Thiberge

« [Réchauffement climatique : « Les conflits entre les pays puissants pour les ressources sont à craindre »](#) », *Le Monde*, Pierre-Cyrille Hautcoeur

[Le changement climatique met la stabilité mondiale à risque](#)

[Syria: Climate Change, Drought and Social Unrest](#)

[Comment le réchauffement climatique va bouleverser l'humanité](#) (ft. Le Réveilleur)